

Avenant n° 12 du 25 septembre 2025

à l'accord du 5 juillet 2007
relatif au régime de frais de santé
portant révision de la liste des organismes assureurs recommandés

NOR : ASET2550856M

IDCC : 2332

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Syndarch ;

UNSAFA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT SYNATPAU ;

CFE-CGC BTP ;

FESSAD UNSA,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux de la branche professionnelle des entreprises d'architecture, réunis en commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) ont pris la décision de faire évoluer l'accord du 5 juillet 2007 afin de le mettre en conformité avec les résultats de la procédure d'appel d'offres relatif au régime de frais de santé engagée en janvier 2025.

Article 1^{er} | Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 7.1 « Organismes recommandés » de l'accord du 5 juillet 2007 relatif au régime de frais de santé.

Article 2 | Évolution de la liste des organismes assureurs recommandés

L'article 7.1 de l'accord du 5 juillet 2007 relatif au régime de frais de santé est remplacé comme suit :

« 7.1. Organisme recommandé

La procédure de mise en concurrence, respectant l'ensemble des critères réglementaires, a permis à la commission paritaire permanente de négociation et

d'interprétation (CPPNI) de recommander, à compter du 1^{er} janvier 2026, un organisme assureur, pour une durée maximale de cinq ans.

La CPPNI a recommandé :

Malakoff Humanis Prévoyance, institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale (siège social : 21, rue Laffite, 75009 Paris).

Afin de garantir aux salariés et à leurs ayants droit une couverture optimale et d'assurer la meilleure efficacité possible du régime de branche, les partenaires sociaux s'engagent à procéder à une nouvelle procédure de mise en concurrence au minimum tous les cinq ans, en application de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

Les partenaires sociaux conviennent de se réunir au plus tard au cours du premier trimestre de l'année qui précède cette échéance quinquennale. »

Article 3 | *Stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés*

Les partenaires sociaux ont considéré que cet avenant n'avait pas à comporter de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés, dans la mesure où le sujet traité concerne toutes les entreprises de la branche, indépendamment de leur effectif.

Article 4 | *Date d'effet*

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2026.

Article 5 | *Durée et procédure d'extension*

Le présent avenant est conclu pour une durée de 5 ans.

Les parties signataires déposeront le présent avenant et en demanderont l'extension conformément aux dispositions des articles L. 2261-16, L. 2261-24 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 25 septembre 2025.

(Suivent les signatures.)